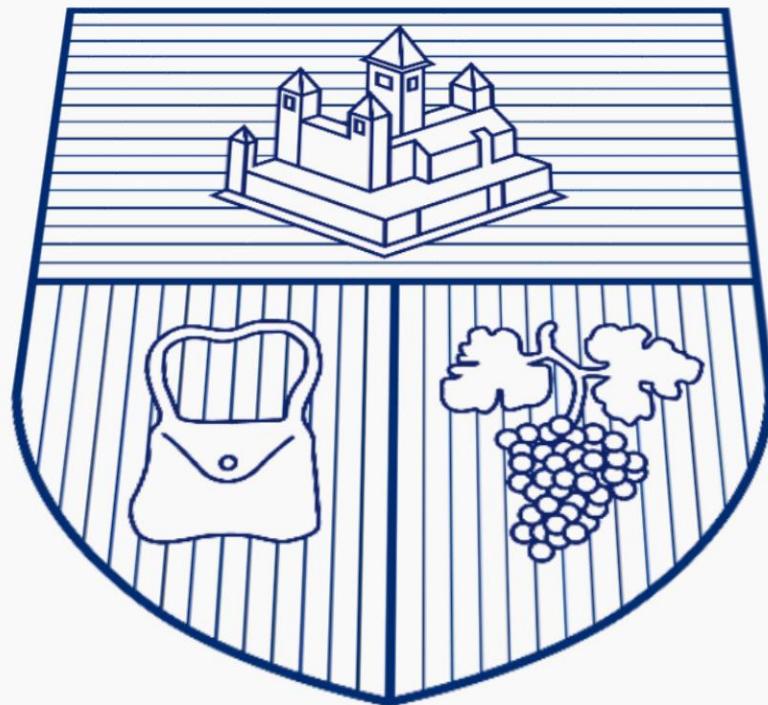


NOTE D'ORIENTATION

AXES POLITIQUES FONDAMENTAUX



**SAINT-JOSSE
SINT-JOOST**

2019 - 2021

2019 - 2021

A l'aube de cette nouvelle législature, le Collège des Bourgmestre et Echevins a conscience des nombreux défis qu'il aura à relever dans les prochaines années au niveau financier pour pouvoir réaliser la politique ambitieuse décrite dans sa note de politique générale.

Des résultats positifs ont été engrangés lors de la précédente législature, notamment au niveau de la discipline budgétaire : réduction des dépenses superflues, équilibre budgétaire, etc., mais également au niveau des prévisions, plus réalistes, des recettes, de la recherche de subsides, etc.

Le Collège entend poursuivre son objectif de clarification et de maîtrise des finances communales et agira dans un souci de transparence renforcée en respectant l'ensemble des circulaires et instructions fournies par les autorités de tutelle.

Cette note d'orientation trace à grands traits les axes politiques fondamentaux choisis par le Collège pour les trois prochaines années, tout particulièrement au niveau des finances et du budget¹, du financement général, de la fiscalité et des politiques transversales, dont la politique RH.

Le Collège promeut une administration publique au service du citoyen. Il veut la rendre accessible physiquement, par sa présence dans les différents quartiers de la Commune, mais également compréhensible de sorte que le citoyen puisse effectuer aisément ses démarches administratives et trouver l'information dont il a besoin dans ses attentes quotidiennes.

Dans cette optique, il continue d'encourager la modernisation et la transparence de l'administration dans le sens d'une responsabilisation accrue des départements dans la gestion et le suivi global des lignes budgétaires et des finances communales tout au long de la législature.

¹ Voir circulaire du 20 juillet 2018 concernant l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2019 et des plans triennaux pour les exercices 2019 à 2021, point 2.1.1° & 2.3.

Une Gouvernance publique intégrée

Le Collège des Bourgmestre et Echevins veut développer les instruments d'une Gouvernance saine et responsable de la « chose » publique.

L'instrument principal de cette gestion est la « **Gouvernance publique intégrée** » (IPG)² à travers la mise en place de **Prestations de Services Intégrées** (ISD)³ pour le citoyen.

Au-delà des mots, il s'agit d'une réelle volonté dont la concrétisation s'articule autour de plusieurs axes de travail.

Une Gouvernance publique intégrée au niveau des bâtiments communaux

En 2017, le Collège a acquis le bâtiment situé au 284 rue Royale. Ce bâtiment regroupe aujourd'hui des services apparentés : le Service de la Rénovation Urbaine (S.R.U.), le Service des Propriétés communales & du Patrimoine locatif (administration & maintenance), le Service de la Propriété publique, du Développement durable et de l'Environnement.

Le Collège a pour ambition au cours de la législature d'améliorer le service direct aux citoyens de plusieurs manières :

Une amélioration physique de l'accueil du citoyen⁴

Le Collège entend initier et mener un projet de redéfinition et d'extension des locaux du département de la Démographie au 13 avenue de l'Astronomie.

Une performance accrue de l'accueil « logique » du citoyen – mise en place de Prestations de Services Intégrées

Il s'agit de renforcer la mise en place de guichets multiservices s'approchant des « guichets uniques ».

Cette approche centrée sur le citoyen organise l'information de telle manière qu'il puisse s'adresser à un seul guichet-lieu pour recevoir l'information dont il a besoin concernant une thématique particulière ne nécessitant pas des explications complexes ou une approche personnalisée. L'accent est donc mis en interne sur la collaboration entre services ou leur décloisonnement.

² IPG pour Integrated Public Governance.

³ ISD pour Integrated Service Delivery.

⁴ Voir le projet de redéfinition et d'extension des locaux du département « Démographie » (Population – Service des étrangers Europe & Non Europe, etc.).

Dans cette optique, le Collège entend veiller au renforcement de la cohérence au niveau de l'uniformisation et de l'harmonisation des documents en utilisant tous les moyens offerts par la dématérialisation et la mise en ligne des documents, la Simplification administrative, par la mise en place de projets comme l' « e-Box », etc.

Ce type d'approche améliore nettement le service au citoyen.

La prise en compte systématique des impacts des décisions au niveau financier

Dès la conception d'un projet, son impact financier est mesuré tant pour sa réalisation que pour son fonctionnement futur. Par exemple, s'il s'agit de construire une nouvelle crèche, l'investissement est bien entendu budgété, un éventuel emprunt prévu mais on envisagera également dès le début son coût de fonctionnement tant en termes de personnel que de matériel ou de biens périssables.

Le budget prévoit par exemple les frais de fonctionnement inhérents à l'ouverture de la piscine « **Les Bains de Saint-Josse** ».

L'entretien de nouveaux espaces verts, comme le « **Jardin des Familles** »⁵, situé en intérieur d'îlot, est également inscrit au budget.

Une Communication externe cohérente

La communication externe vient soutenir les efforts de Gouvernance publique intégrée en agissant selon trois axes principaux : l'identité communale, l'information et la participation citoyenne.

Le Collège veille par exemple à assurer une transparence importante de ses décisions à l'égard du citoyen. Ainsi, bien que les séances du Conseil communal aient été les premières en Région bruxelloise à faire l'objet d'une retransmission en direct en streaming, le Collège souhaite équiper la Salle du Conseil communal d'une installation sonore moderne, ce qui améliorera non seulement la tenue des séances mais également leur retransmission plus qualitative.

Il veillera par ailleurs à une plus grande rapidité dans la publicité de ses décisions (mise en ligne plus rapide des procès-verbaux du Conseil et, de manière générale, de tous les actes dont le citoyen doit avoir connaissance).

L'accent est également mis sur l'information du citoyen par rapport aux nouveaux projets communaux : une vidéo promotionnelle de la **Maison des Cultures et de la Cohésion sociale**, actuellement en construction, sera réalisée afin de fournir aux habitants toutes les informations utiles et nécessaires pour s'approprier le lieu et le projet.

Autre exemple, celui du « **Guichet primes** » dont l'action sera mise en valeur et étendue grâce à une communication appropriée.

⁵ Le Jardin des Familles est situé en intérieur d'îlot entouré des rues Potagère, du Moulin, de la Limite et Philomène. Ce jardin est destiné à accueillir de nombreuses activités et, ce faisant, comprend de nombreuses installations techniques à entretenir.

Une citoyenneté réellement participative

Comme le souligne la Note de Politique générale de la législature, le Collège entend consolider une citoyenneté réellement participative.

Le Collège souhaite s'adapter aux défis et ressources des citoyens et engager avec eux une collaboration ancrée dans la réalité. A ce niveau, plusieurs projets seront initiés comme la Plateforme de démocratie participative ou « CitizenLab », l'amélioration du service au citoyen via internet, la mise en place de centres d'appel (en cas de crise par exemple).

Enfin, dans toutes ses actions, le Collège entend renforcer la protection des données à caractère personnel dont les citoyens lui confient le traitement.

Une politique de subvention intégrée

Tant au niveau des dépenses que des recettes, le Collège promeut une politique de subvention intégrée.

Au niveau des **dépenses**, il s'agit de soutenir certaines ASBL ou associations, notamment culturelles, qui apportent aux habitants des services ou offrent des activités que la Commune ne peut elle-même assurer tels que l'aide aux familles, l'accompagnement de personnes en situation de précarité, le soutien à la formation et l'emploi, etc.

Au niveau des **recettes**, il s'agit de rechercher et d'apporter un soutien et des financements externes comme les subsides et de les faire concourir à la réalisation de projets ambitieux comme par exemple la construction de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale, la rénovation des équipements sportifs, etc. La méthode est ici de solliciter l'obtention de subsides à différents niveaux de pouvoir afin de réaliser les projets.

Dans cette optique, le Collège sollicite les compétences du personnel en accentuant la transversalité et la collaboration au service de la poursuite d'objectifs communs.

Modernisation des équipements & Virtualisation

Dans la droite ligne des éléments qui précèdent, le Collège des Bourgmestre et Echevins investit dans la modernisation des équipements de l'administration communale et dans la virtualisation des processus de travail.

Bien que la dématérialisation des informations et documents soit déjà une réalité au sein des différents départements, la Commune fera l'acquisition d'une application pour la gestion électronique des documents en vue de leur dématérialisation systématique.

Les espaces de réunion feront l'objet d'une modernisation ; des tableaux interactifs y seront installés.

Outre les nécessaires remplacements & maintenances techniques liés au fonctionnement informatique⁶, le renouvellement de l'infrastructure informatique sera poursuivi⁷.

Afin de renforcer la sécurisation de certaines applications, la Commune fera également l'acquisition d'un serveur informatique spécifiquement dédié aux applications développées par Civadis (applications du département Démographie, Gestion du personnel, Comptabilité, Taxes).

Enfin, le réseau informatique sera étendu aux sites extérieurs à l'administration centrale : l'achat du matériel de connexion et les dépenses liées aux connexions seront réparties entre départements⁸.

Une gestion RH en phase avec le marché du travail

Adopter une stratégie de recrutement en interne - mobilité du personnel - et en externe – recruter des profils nouveaux & politique de diversité -

Le Collège des Bourgmestre et Echevins poursuit sa stratégie de recrutement double qui consiste, d'une part, à rendre les différentes rémunérations des fonctions-clés ou métiers spécifiques⁹ raisonnablement attrayantes sur le marché du travail, à travers, notamment, la révision des statuts, pécuniaire et administratif, et l' (ré-)ouverture de grades adéquats comme celui d'expert. D'autre part il s'agit de recruter certains responsables de départements ainsi que des fonctions de « middle management ».

Le recrutement interne est privilégié afin de favoriser une évolution de carrière méritée, et complété, à défaut de la présence des compétences requises dans l'Administration, par des recrutements externes.

On peut par exemple trouver la trace de cette approche dans le projet de règlement de réduction du temps de travail qui entrera en vigueur cette année.

Le Collège a décidé de réactualiser début de cette année l'organigramme communal et a créé le grade de DRH.

Le personnel communal forme un ensemble riche de cultures différentes en raison, principalement, de la diversité de la population tenoodoise, dont une large partie des agents communaux fait partie, mais aussi en raison d'une application rigoureuse du principe de non-discrimination lors des recrutements externes.

⁶ Voir par exemple le remplacement des switch du réseau du bâtiment de l'avenue de l'Astronomie.

⁷ Voir les remplacements de PC à l'administration centrale et dans les services extérieurs, l'acquisition / renouvellement de serveurs de fichiers.

⁸ Achat du matériel de connexion par le service Informatique – dépenses liées aux connexions assurées par le service des Travaux publics.

⁹ Métiers spécifiques comme par exemple Gestionnaire réseau pour le département informatique.

Les subsides octroyés dans le cadre de l'**Ordonnance visant à assurer une politique de diversité¹⁰** concernent environ 35 collaborateurs.

Il convient aussi de souligner que le service des Affaires sociales et de l'Égalité des Chances travaille actuellement avec la GRH et l'appui d'ACTIRIS, à la définition et la mise en place d'un « **plan diversité** », faisant écho au travail réalisé également en interne et portant sur la mobilité des agents communaux issus des quartiers de la Région de Bruxelles-Capitale dont le taux de chômage de la population est égal ou supérieur à la moyenne régionale¹¹.

Les mêmes départements ont participé à la mise en place d'une meilleure prise en compte et acceptation des handicaps au sein des personnels communaux, à travers des séances de familiarisation et de sensibilisation aux multiples handicaps que l'on peut rencontrer dans le monde professionnel, mais aussi à travers une formation donnée aux responsables de département.

Outre le handicap, 2018 et 2019 mettent aussi l'accent sur la diversité de « genre » et son acceptation. Des campagnes de sensibilisation sont menées en interne par le département Affaires sociales et Égalité des Chances.

Mettre en valeur les compétences internes existantes - développer les compétences par la formation avec un objectif d'excellence

Afin d'assurer et d'améliorer constamment le service à la population, le Collège met en place une politique solide de formation, dans trois directions principales.

Tout d'abord, la formation linguistique est régulièrement mise en avant et concerne principalement le néerlandais, mais également l'anglais et le français. Saint-Josse-ten-Noode étant une des communes bruxelloises où l'on retrouve le plus grand nombre de nationalités différentes, il appartient aussi à la Commune d'assurer à ses administrés une communication raisonnablement efficace afin de comprendre et traiter leurs demandes.

Par ailleurs, les compétences sont à la base des recrutements internes et externes. La réorganisation des services communaux passe nécessairement par une évaluation des compétences présentes, en interne, au sein de l'Administration.

Une fois un « bilan de compétences » interne réalisé et le nouvel organigramme entériné, un redéploiement du personnel communal pourra être réalisé et éventuellement complété avec des recrutements externes pour certaines fonctions clefs nécessitant un personnel compétent et expérimenté.

De façon générale, soulignons malgré tout que, dès à présent, les agents désireux d'être mutés le sont assez rapidement, après que toutes les précautions d'usage aient été prises¹².

¹⁰ Ordonnance du 04.09.2008 visant à assurer une politique de diversité au sein de la fonction publique bruxelloise (M.B., 19.09.2008), dite « Ordonnance Madrane ».

¹¹ Sur base de données agrégées et selon une méthodologie scientifique.

¹² Adéquation des compétences avec la nouvelle fonction, intégration à la nouvelle équipe, existence d'un remplaçant dont l'intégration à l'équipe est elle aussi réalisable, etc.

Dans un objectif d'excellence, le personnel pourra également mettre à jour et développer ses compétences par rapport à son profil, par la formation.

Rappelons à cet égard que la formation des directeurs et responsables de département gérant une équipe à trois niveaux a eu lieu en 2016. Elle concernait la gestion d'équipe, la gestion des conflits et la gestion des réunions et se donnait en deux parties. La seconde partie devait être donnée avant l'été 2017 mais n'a pas pu être organisée pour des raisons de discipline budgétaire : elle aura lieu en 2019 ainsi qu'une nouvelle session.

Renforcer la structure de l'administration par une politique raisonnée de statutarisation

La statutarisation du personnel contractuel de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode suit la voie normale des besoins de l'Administration mais reste problématique. Elle passe par l'organisation régulière et méticuleuse d'examens spécifiques. Les conditions linguistiques préalables à la statutarisation restent les mêmes et les compétences du personnel en la matière ont peu évolué malgré les encouragements de l'Administration qui, depuis 2016, permet à ses agents de suivre des cours de néerlandais pendant les heures de travail à la Nederlands Academie afin d'obtenir le brevet « Selor ».

Cela étant, la mise en place du nouvel organigramme et les éléments qui en découlent déboucheront sur une série d'examens en 2019, en léger retard sur le programme initial. Ces examens porteront sur des fonctions de niveau A à E, seul le grade B étant envisagé pour la fonction de « payroller ». Nous avons bon espoir de mener à bien cette première vague de « fonctionnarisation » d'ici la fin de l'année 2019.

Octroi de primes et actualisation de la part employeur des chèques-repas

Une augmentation de la part employeur des chèques-repas a été réalisée en septembre 2018 (le montant est ainsi passé de 3,75€ à 5,75€), portant la valeur d'un chèque-repas à 7€ pour le travailleur. Elle devrait être suivie d'une seconde augmentation de 1€ courant 2019, en fonction des possibilités offertes durant l'exercice.

Le Collège entend assurer le coût lié à la fourniture de soupe fraîche quotidienne au personnel.

Rationalisation & efficience énergétiques

Le Collège poursuit ses efforts de rationalisation des consommations énergétiques tant des bâtiments communaux que de la flotte communale (charroi).

Dans ce domaine, il oriente ses actions selon différents axes.

La Commune a intégré la **centrale d'achat d'énergie** mise place par Interfin (Sibelga) ce qui lui a permis de faire une économie de 25 % sur l'ensemble de ses consommations énergétiques. Ce faisant,

elle réalise également une économie d'échelle non négligeable en libérant son personnel du suivi des marchés d'achat d'énergie;

Dans le cadre du **programme NR CLICK (Sibelga)** qui permet de lancer des études (audit ou réalisation de dossiers d'exécution) et de faire du suivi d'exécution de travaux, la Commune a pu, en 2018, faire remplacer deux chaudières obsolètes (plus de 2 ans) importantes par des chaudières à condensation plus performantes. Ces travaux ont également permis de remplacer des vannes thermostatiques par des vannes institutionnelles et de séparer les circuits hydrauliques de la conciergerie, de l'école Delclef, de l'Académie des Beaux-Arts et de la Maison de jeunes, le Caveau.

Grâce à ce même programme, NR CLICK (Sibelga), la Commune poursuit le lancement et la mise à jour des audits énergétiques de tous les bâtiments (écoles, crèches, salles de sports, etc.) afin d'avoir une base de travail objective pour planifier les différents travaux de rénovation de l'enveloppe des bâtiments (isolation des toitures, remplacement des châssis, du système de distribution, de régulation et de production d'énergie, etc.).

Grâce au programme **SOLAR CLICK (Sibelga)**, la Commune a, en 2018, équipé de panneaux photovoltaïques le toit de l'école communale « Les Tournesols ». Ce dispositif permettra de réduire sensiblement les consommations énergétiques de cet établissement scolaire. Le surplus de production sera réinjecté dans le réseau.

Dans le cadre du Plan Triennal d'Investissement – URE¹³, les projets de mise en conformité électrique de l'école Henry Frick et du Lycée Guy Cudell ont été subsidiés à 100% en 2018. Les travaux d'exécution débutent en 2019.

La Commune va continuer à investir dans l'isolation des toitures des bâtiments communaux pour pouvoir étendre ce dispositif et continuer à réduire les consommations énergétiques (gaz et électricité).

Au niveau de **l'éclairage public** dont la gestion est assurée par SIBELGA, le Collège veille à impulser des tendances comme par exemple l'installation de nouveaux éclairages « au led » et « dimmables » sur les places et voiries publiques, avec possibilité de gestion à distance.

Enfin, au niveau du **charroi communal**, en réponse à l'Arrêté « Exemplarité » de la Région Bruxelles-Capitale du 15 mai 2014, la Commune de Saint-Josse-ten-Noode a entamé depuis 2015, le remplacement progressif de ses véhicules utilitaires (camionnettes, véhicules à 2 places pour conducteurs et inspecteurs de chantiers, et brigadiers, etc.) par des véhicules dont l'empreinte écologique est plus faible : véhicules électriques, CNG et hybrides.

Aujourd'hui, près de 37 % de la flotte communale roule grâce à l'électricité ou au gaz naturel, ce qui place la commune de Saint-Josse dans les communes bruxelloises les plus performantes par rapport aux objectifs de l'Arrêté qui prévoyait 20% de remplacement des flottes communales par des véhicules « durables » à l'horizon 2025.

¹³ URE pour Utilisation Rationnelle de l'Energie.

Le Collège souhaite poursuivre dans cette voie et continuer à diminuer le nombre de véhicules à essence ou diesel.

Un environnement urbain partagé, propre & vert

Afin d'assurer aux tennoodois un cadre de vie sain, le Collège a mis la propreté des espaces publics au centre de ses préoccupations lors de la précédente législature.

Nouveau plan propreté

Il poursuit les efforts entrepris à travers le plan propreté communal 2013-2017 et initiera un nouveau plan pour la période 2018-2024.

Outre le « classique » **traitement des déchets**, la Commune maintiendra et même augmentera son offre de service d'enlèvement d'encombrants à domicile (649 en 2018) ainsi que les possibilités d'apport de déchets au parc à conteneurs communal (1400 inscrits en 2018). Remarquons de ce point de vue que Saint-Josse-ten-Noode est la seule commune bruxelloise à disposer d'un parc à conteneurs communal.

L'augmentation du nombre de corbeilles publiques et leur remplacement est envisagé, notamment pour les endroits peu desservis ; la vidange des corbeilles existantes est assurée deux à trois fois par jour.

En tant que « **gardienne de la voirie** », la Commune se doit de la maintenir en bon état de propreté, sécurité et salubrité : elle prend donc en charge son **nettoyage** quotidien ainsi que le coût du nettoyage des nappes d'hydrocarbures effectué par le SIAMU.

Les **effectifs** de balayeurs ont été revus à la hausse et adaptés à ces besoins afin d'assurer un nettoiement des voiries de 6h30 à 20h, 7j/7. La plupart des voiries sont ainsi balayées (au moins) deux fois par jour.

Dans un objectif de lutte contre les incivilités et de maintien de la propreté des espaces publics, le Collège projette l'installation en voirie et l'entretien journalier **d'urinoirs et/ou de toilettes publiques** par une entreprise spécialisée.

Des campagnes de curage des avaloirs seront réalisées une à deux fois par an ; des campagnes de « nettoiement en profondeur » de certaines rues dans le cadre d'actions ciblées (Journée Propreté, ...) seront également organisées.

Les opérations de **dératisation et de désinfection** sur demande des habitants ou des services communaux seront toujours assurés.

Le remplacement du **charroi** et des **équipements spécifiques** à la propreté publique se poursuivra. Les véhicules et machines bénéficieront de contrats d'entretien afin d'en assurer le maintien en état de fonctionnement continu.

Des **canisites** ont récemment été restaurés ; un futur « espace de liberté pour chiens » sera créé. Ils seront tous entretenus régulièrement.

Enfin, comme chaque année, l'**épandage hivernal** des routes, les nuits, week-ends et jours fériés sera pris en charge par une entreprise spécialisée. L'épandage de jour est quant à lui réalisé par le service de la Propreté publique qui commande les sacs de sel et les fournit également aux différents services et départements communaux demandeurs (administration enseignement, petite enfance, bibliothèques, prévention, ...).

Service de Mobilier urbain

Afin d'améliorer le cadre de vie très urbain des habitants, le Collège souhaite renforcer la verdurisation et le fleurissement des espaces publics sur tout le territoire communal. Dans cette optique, il a mené depuis 2017 un projet et ensuite créé un **service de « Mobilier urbain »** dont l'objectif est de concevoir, assembler et réparer le mobilier urbain nécessaire à la verdurisation, au fleurissement et à l'harmonisation du mobilier urbain (potelets, barrières, mats, etc.) : une équipe a été constituée et un atelier acquis.

En 2019, ce service continuera à se développer : des équipes supplémentaires viendront renforcer l'existante, des véhicules seront achetés, les machines et outillages entretenus.

Le Collège souhaite également accentuer son action dans le cadre de sa politique de **mise à disposition d'emplacements de parking aux habitants** : dans cette optique, il prévoit la location d'emplacements de parking.

Investir dans l'avenir - Education & Enseignement

Par rapport à la législature précédente, le Collège des Bourgmestre et Echevins poursuit sa ligne politique en matière d'accueil de la petite enfance, d'éducation et d'enseignement.

Au niveau des **crèches**, la Commune a doublé le nombre de places lors de la précédente législature : elle assume maintenant les coûts de maintenance des crèches existantes, comme par exemple l'achat d'un logiciel de gestion pour la crèche « Joost-e-Fien », ainsi que les coûts supplémentaires liés aux nouvelles crèches comme les fournitures de la nouvelle crèche néerlandophone « Het Madeliefje » (dont l'occupation est complète depuis janvier 2019).

Sur le plan de l'enseignement, l'accent est mis sur la **gratuité de l'école et de l'accueil extra-scolaire** : il s'agit là d'une véritable ligne de force du Collège pour les trois prochaines années.

Ainsi, au niveau de **l'enseignement francophone**, la Commune couvrira la diminution des recettes liées aux interventions des parents dans la surveillance, les repas et les cours des enfants : cette politique soulagera les familles dans leurs efforts financiers consentis à l'éducation de leurs enfants sans en entamer la qualité.

A partir de 2020, un système de **chèques scolaires** sera mis en place tant au niveau francophone que néerlandophone.

Des moyens sont dégagés concernant les avantages sociaux pour l'enseignement libre (soupe hivernale et accueil).

Comme indiqué dans la Note de Politique générale de la mandature, la Commune initie **un Plan de digitalisation** des écoles communales : très logiquement, elle prévoit donc des moyens financiers pour équiper les écoles en matériel informatique, achète des logiciels et prévoit la maintenance du plan multimédia (TBI, etc.). Elle équipe l'école Sint-Joost-aan-Zee de matériel didactique performant comme des tableaux interactifs pour lesquels elle prévoit les logiciels et la maintenance.

Les besoins des **enseignants** sont également rencontrés : ainsi les frais de déplacement domicile - lieu de travail du personnel enseignant (personnel en augmentation) sont pris en charge.

Les frais liés aux prestations ALE sont en augmentation tout comme ce type de personnel dans nos écoles : la Commune y fait face également.

Le Collège soutient les enfants et leurs parents en réalisant des projets et des activités dans le cadre de **l'Accueil Temps Libre (ATL)** et de la **Brede School**, en organisant des plaines de vacances, en couvrant les salaires, les locations et les fournitures du Centre de santé. La Commune assure les frais liés à ces activités comme par exemple la location du bâtiment de l'accueil extra-scolaire.

Enfin, au niveau **institutionnel**, tant du côté francophone que néerlandophone (SJAZ), la Commune fait partie, en tant que Pouvoir Organisateur, des organismes représentatifs de l'enseignement dont les cotisations augmentent, elles aussi.

Diverses autres cotisations sont également à liquider comme celle de la « Vlaamse Vereniging voor Bibliotheek ».

Recettes fiscales – Maîtrise & transparence

2019 – Une nouvelle législature – Des règlements-taxes renouvelés

2019 est une année importante au niveau des taxes communales à Saint-Josse-ten-Noode.

En effet, vingt-et-un règlements-taxes sont arrivés à échéance fin 2018 et il s'agissait, a minima, de les renouveler.

La fiscalité est un outil financier tout à fait essentiel dans les mains du Collège et du Conseil communal afin de leur donner l'assise financière solide qui leur permettra de mener leurs politiques de manière la plus sereine possible. C'est la raison pour laquelle, nous avons attendu la constitution du nouveau Conseil communal et du nouveau Collège des Bourgmestre et Echevins fin 2018 pour faire nos propositions, demander l'avis et l'approbation de ces instances.

Le résultat fut l'approbation de vingt-et-un règlements-taxes lors de la séance du Conseil communal du 17 décembre 2018.

Une méthode rigoureuse

1.1. *Des règlements-taxes harmonisés & améliorés dans leur structure*

Lors du renouvellement des règlements-taxes fin 2018, notre premier objectif était de revoir les règlements dans leur structuration : ils ont ainsi tous été harmonisés selon une structure identique :

- I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt / Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag
- II. Taux / Aanslagvoet
- III. Contribuable / Belastingplichtige
- IV. Exonérations / Belastingvrijstellingen
- V. Déclaration / Aangifte
- VI. Recouvrement / Invordering

Cette harmonisation poursuit plusieurs objectifs :

- ⇒ Un objectif de rigueur dans la procédure de taxation : les éléments constitutifs juridiques essentiels d'un impôt devaient se retrouver dans tous les règlements ;
- ⇒ Un objectif de lisibilité accrue pour le contribuable.

1.2. *Des dossiers administratifs améliorés – La transparence comme fondement des décisions*

Nous avons également fait un effort important au niveau de la constitution des dossiers administratifs des règlements-taxes.

En effet, nous pensons tout à fait indispensable de fournir à nos élus des analyses qui leur permettent de prendre des décisions en toute connaissance de cause.

Ainsi, chaque règlement a fait l'objet :

- ⇒ D'une analyse financière en termes de rendement de la taxe sur 5 ans comprenant les budgets, les droits constatés définitifs ainsi que les montants réellement perçus ;
- ⇒ D'un « benchmarking » avec d'autres communes bruxelloises, soit limitrophes de la nôtre, soit comparables en termes de taille ou de type de gestion, soit tout à fait différentes. Les communes choisies pour ce « benchmarking » sont : Bruxelles-Ville, Schaerbeek, Saint-Gilles, Koekelberg, Evere et Etterbeek.
- ⇒ D'une analyse transparente et précise. Toutes les modifications proposées ont été mises en évidence et justifiées en reprenant plus précisément :
 - ♦ le règlement-taxe en vigueur,
 - ♦ les modifications proposées (en termes de contenu et/ou de taux) avec leur justification
 - ♦ et, enfin, le texte final modifié avec les modifications mises en évidence de façon à améliorer la transparence des décisions ;
- ⇒ De propositions motivées concernant la durée de renouvellement et les propositions de révisions de certaines taxes à court ou moyen termes.

Règlements-taxes renouvelés et/ou modifiés – durées de validité

Ci-dessous, vous trouverez les taxes renouvelées, voire modifiées, fin 2018 avec entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019. Elles sont classées par numéro d'article budgétaire.

<i>Art.budg.</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Informations complémentaires</i>
0400/363-07	Taxe en matière de propriété publique	Renouvellement pour 3 ans -2019-2021-. Sans modification mais restructuré. Proposition de révision en 2019 ou 2020 avec nouvel Echevin/e en raison du faible rendement de la taxe et des difficultés rencontrées dans son application.
0400/364-16	Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Sans modification mais restructuré.
0400/364-17	Taxe sur les magasins de nuit	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Sans modification mais restructuré.
0400/364-18	Taxe sur les cercles privés	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Sans modification mais restructuré. Proposition de suppression éventuelle en fonction de l'évolution du fait générateur de la taxe au cours de la période de renouvellement.

0400/364-22	Taxe sur les enseignes et réclames lumineuses	<p>Renouvellement pour 2 ans -2019-2020-. Avec modification : restructuré.</p> <p>Redéfinition de l'assiette de la taxe : suppression d'une catégorie d'enseigne taxée : celles qui « signalent, en un lieu donné, le commerce, l'industrie ou l'activité qui s'y exerce ». Au travers de cette modification, un des objectifs du Collège et du Conseil est de soutenir les « petits commerçants » dans leur activité économique.</p> <p>Majoration annuelle du taux de 2,5%.</p> <p>Proposition de révision fin 2020 dans un ensemble « affichage et publicité » avec taxe « Panneaux » et « Calicots ».</p>
0400/364-23	Taxe sur les panneaux d'affichage et les supports de publicité visibles d'une voie de communication	<p>Renouvellement pour 2 ans -2019-2020-. Sans modification mais restructuré.</p> <p>Majoration annuelle du taux de 2,5%.</p> <p>Proposition de révision fin 2020 dans un ensemble « affichage et publicité » avec taxe « Panneaux » et « Calicots ».</p>
0400/364-24	Taxe sur la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires ainsi que de catalogues et journaux contenant de la publicité à caractère commercial	<p>Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-.</p> <p>Avec modification : augmentation du taux inchangé depuis 2011 -> augmentation de 2,5%/an depuis 2011 ; à partir de 2019, majoration annuelle de 2,5%.</p>
0400/364-32	Taxe sur les établissements bancaires et les organismes financiers	<p>Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-.</p> <p>Avec modification : restructuré et reformulation de certains articles (art. 1, 2, 4). Majoration annuelle du taux de 2,5%.</p>
0400/364-37	Taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication	<p>Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-.</p> <p>Sans modification mais restructuré.</p>
0400/364-48	Taxe sur le placement de calicots ou de dispositifs assimilés	<p>Renouvellement pour 2 ans -2019-2020-.</p> <p>Sans modification mais restructuré.</p> <p>Proposition de révision fin 2020 dans un ensemble « affichage et publicité » avec taxe « Panneaux » et « Enseignes ».</p>
0400/364-48	Taxe sur les dancings et établissements assimilés	<p>Renouvellement pour 2 ans -2019-2020-.</p> <p>Sans modification mais restructuré.</p> <p>Proposition de suppression éventuelle en fonction de l'évolution du fait générateur de la taxe au cours de la période de renouvellement.</p>
0400/366-01	Taxe sur l'occupation du domaine public à l'occasion des marchés	<p>Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-.</p> <p>Sans modification mais restructuré.</p>

0400/366-48	Taxe sur le dépôt de matériaux et de matériels sur la voie publique	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Avec modification : augmentation du taux & progression annuelle de 2,5% - ajouts dans les considérants liminaires. Reformulation / précision de certains articles (art. 3, 4, 7, 8).
0400/367-02	Taxe sur les reconstructions, modifications et sur les transformations apportées aux bâtisses	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Sans aucune modification.
0400/367-10	Taxe sur les antennes relais, pylônes et autres dispositifs de télécommunication	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Sans modification mais restructuré.
0400/367-13	Taxe sur les secondes résidences	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Avec modification : augmentation du taux inchangé depuis 2002 -> augmentation du taux de 2,5%/an depuis 2014 ; à partir de 2019, majoration annuelle de 2,5%.
0400/367-19	Taxe sur les surfaces de bureau	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Avec modifications : ajouts dans les considérants - augmentation parallèle des deux taux ($<250m^2$ et $>250m^2$) inchangés depuis 2015 & progression annuelle de 2,5% durant la période de validité. Pour toutes les surfaces : création d'un abattement pour les 40 premiers m^2 de surfaces de bureau qui seront non taxés pour tous les contribuables : cette disposition permet de rencontrer un des objectifs du Collège, celui d'une plus grande équité dans la répartition de la charge fiscale entre « grandes surfaces de bureaux » ($>250m^2$) et « petites surfaces de bureaux » ($<250m^2$). Quelques ajustements dans certains articles afin d'augmenter la cohérence et l'équilibre d'ensemble du RT (Art. 4, 6).
0400/371-01	Centimes additionnels communaux au précompte immobilier	Renouvellement annuel - nombre de centimes prélevés inchangé : 2.980 centimes.
0400/372-01	Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques	Renouvellement annuel – Pourcentage inchangé : 6,5%.
0400/374-01	Centimes additionnels à la taxe sur les établissements d'hébergement touristique	Renouvellement annuel - nombre de centimes prélevés inchangé : 4.384 centimes (voir contrat "développement économique").
0401/364-48	Taxe sur les appareils automatiques bancaires ou de tout autre organisme financier	Renouvellement pour 5 ans -2019-2023-. Avec modification : restructuré et reformulation de certains articles (art. 1, 2, 5). Majoration annuelle du taux de 2,5%.

Taxes supprimées

Ci-dessous, vous trouverez la liste des 5 taxes que nous supprimons – et bien entendu leur règlement-taxe correspondant - à partir de l'exercice fiscal 2019.

Ces suppressions interviennent soit en raison de la disparition du fait générateur de la taxe sur le territoire communal, soit en raison du souhait du Collège et du Conseil de soutenir les « petits commerçants » dans leur activité économique.

<i>Art.budg.</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Informations complémentaires</i>
0400/364-02	Taxe sur les débits de boissons avec serveuses (serveurs), danseuses (danseurs), chanteuses (chanteurs), de tabac, etc.	Suppression de la taxe et du Règlement à partir de 2019. Disparition du fait générateur de la taxe.
0400/365-48	Taxe sur les locaux où sont organisés des spectacles de charme	Suppression de la taxe et du Règlement à partir de 2019. Disparition du fait générateur de la taxe.
0400/366-06	Taxe sur le placement de tables, chaises et bancs, sur le trottoir, sur la voie publique et dans des endroits accessibles au public	Suppression de la taxe et du Règlement à partir de 2019.
0400/366-12	Taxe sur les appareils distributeurs de carburant	Suppression de la taxe et du Règlement à partir de 2019. Disparition du fait générateur de la taxe.
0400/366-12	Taxe sur les appareils distributeurs de carburant	Suppression de la taxe et du Règlement à partir de 2019. Disparition du fait générateur de la taxe.
0401/366-48	Taxe sur le placement de marchandises, caisses vitrées, panneaux, appareils automatiques, etc., sur le trottoir, sur la voie publique et dans des endroits accessibles au public	Suppression de la taxe et du Règlement à partir de 2019.

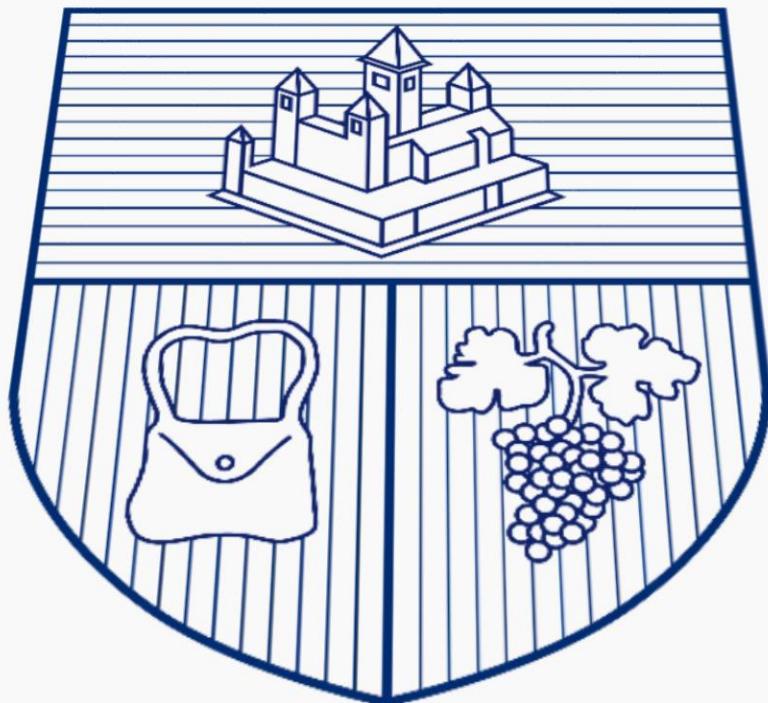
Règlements-taxes à renouveler en 2020 - 2021

Ci-dessous les deux règlements-taxes qui seront à renouveler en 2020 et 2021.

<i>Art.budg.</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Informations complémentaires</i>
0400/367-48	Taxe sur la non mise à disposition d'emplacements de parage hors voirie accessoires aux entreprises économiques en dehors de heures de bureau	Valable jusqu'au fin 2021. A renouveler pour l'année fiscale 2022.
0400/368-48	Taxe sur les immeubles ou parties d'immeubles appelées "carrées"	Valable jusqu'au fin 2020. A renouveler pour l'année fiscale 2021.

ORIENTATIENOTA

FUNDAMENTELE BELEIDS LIJNEN



SAINT-JOSSE
SINT-JOOST

2019 - 2021

2019 - 2021

Bij aanvang van deze nieuwe legislatuur is het College van Burgemeester en Schepenen zich bewust van de vele uitdagingen die het zal moeten aangaan op financieel vlak in de komende jaren, om het ambitieus beleid te kunnen realiseren dat wordt beschreven in zijn algemene beleidsnota.

Er werden reeds positieve resultaten behaald tijdens de vorige legislatuur, met name voor wat betreft het begrotingsdiscipline : vermindering van overbodige uitgaven, begrotingsevenwicht enz., maar tevens op het vlak van meer realistische ramingen van de ontvangsten, het zoeken naar subsidies enz.

Het College wenst zijn doelstelling van verduidelijking en beheersing van de gemeentelijke financiën verder te zetten en zal handelen met het oog op een vergrote transparantie door alle omzendbrieven en richtlijnen in acht te nemen die worden geleverd door de toezichthoudende overheden.

Deze oriëntatiенota beschrijft globaal de fundamentele beleidslijnen gekozen door het College voor de drie volgende jaren, in het bijzonder voor wat betreft de financiën en de begroting¹⁴, de algemene financiering van de fiscaliteit en de transversale beleidsvoeringen, waaronder het HR- beleid.

Het College promoot een openbaar bestuur ten dienste van de burger. Zijn doel is om het bestuur fysiek toegankelijk te maken, door zijn aanwezigheid in de verschillende wijken van de Gemeenten, maar tevens toegankelijk op begripsniveau, zodat de burger vlot zijn administratieve formaliteiten kan regelen en gemakkelijk de informatie kan vinden die hij nodig heeft in het dagelijks leven.

Hiertoe zal het verdergaan met het aanmoedigen van de modernisering en de transparantie van het bestuur in de zin van een versterkte verantwoordelijkheid van de departementen bij het beheer en de globale opvolging van de begrotingslijnen en gemeentelijke financiën doorheen de gehele legislatuur.

14 Zie omzendbrief van 20 juli 2018 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaar 2019 en de driejarenplannen voor dienstjaren 2019 tot 2021, punt 2.1.1° & 2.3.

Een geïntegreerd openbaar bestuur

Het College van Burgemeester en Schepenen wenst de instrumenten te ontwikkelen voor een gezond en verantwoordelijk Bestuur van de « openbare zaak ».

Het voornaamste instrument van dit beheer is het « **Geïntegreerd openbaar bestuur** » (IPG)¹⁵ door het tot stand brengen van **Geïntegreerde dienstenprestaties** (ISD)¹⁶ voor de burger.

Meer algemeen gaat het om een reële doelstelling waarvan de concretisering gericht is op verschillende werkpijlers.

Een geïntegreerd openbaar bestuur op het vlak van gemeentelijke gebouwen

In 2017 heeft het College het gebouw aangekocht gelegen in de Koningsstraat 284. Vandaag worden in dit gebouw verwante diensten samen ondergebracht : de Dienst voor Stadsvernieuwing (D.S.V.), de Dienst Gemeentelijke Eigendommen & Huurpatrimonium (administratie & onderhoud), de Dienst Openbare netheid, Duurzame Ontwikkeling en Leefmilieu.

Het College heeft de ambitie om in de loop van de legislatuur de rechtstreekse dienstverlening aan de burgers op verschillende manieren te verbeteren :

Een fysieke verbetering van het onthaal van de burger¹⁷

Het College wil een project starten en leiden van herdefiniëring en uitbreiding van de lokalen van het departement Demografie aan de Sterrenkundelaan 13.

Een versterkt prestatievermogen van het « logistieke » onthaal van de burger – tot stand brengen van Geïntegreerde Dienstenprestaties

Het doel is om de inrichting uit te breiden van multi-dienstenloketten die de « unieke loketten » benaderen.

Deze aanpak gericht op de burger organiseert de informatie op een dergelijke manier dat men zich tot één enkel loket kan wenden om de informatie te verkrijgen die men nodig heeft met betrekking tot een bepaalde thematiek waarbij geen complexe verklaringen of een gepersonaliseerde aanpak nodig zijn. De nadruk wordt dus intern gelegd op de samenwerking tussen diensten of hun onzuiling.

In deze optiek wil het College toezien op de vergroting van de coherentie op het vlak van uniformisering en harmonisering van de documenten door alle middelen te gebruiken die worden geboden door

15 IPG staat voor Integrated Public Governance.

16 ISD staat voor Integrated Service Delivery.

17 Zie het herdefiniërings- en uitbreidingsproject van de lokalen van het departement « Demografie » (Bevolking – Dienst Vreemdelingen Europees & Niet Europees enz.).

dematerialisatie en het online plaatsen van documenten, administratieve vereenvoudiging door het tot stand brengen van projecten zoals de « e-Box », enz.

Dit soort aanpak verbetert duidelijk de dienstverlening aan de burger..

Systematisch in aanmerking nemen van de impact van de beslissingen op financieel vlak

Van bij het tot stand komen van een project, wordt de financiële impact ervan gemeten en dit zowel voor wat betreft de realisatie als de toekomstige werking ervan. Bijvoorbeeld, wanneer het gaat om de bouw van een nieuwe crèche, is de investering uiteraard gebudgetteerd, een eventuele lening wordt voorzien maar er wordt van bij het begin tevens rekening gehouden met de werkingskosten, zowel op het vlak van personeel als materiaal of bederfbare goederen.

Het budget voorziet bijvoorbeeld werkingskosten verbonden aan de opening van het zwembad « **de Baden van Sint-Joost** ».

Het onderhoud van nieuwe groene ruimten, zoals de « **Familietuin** »¹⁸, gelegen op een binnenterrein van een huizenblok, wordt eveneens ingeschreven op de begroting.

Een coherente externe communicatie

De externe communicatie ondersteunt de inspanningen van een Geïntegreerd openbaar bestuur door te handelen volgens drie hoofdpijlers : gemeentelijke identiteit, informatie en burgerparticipatie.

Het College zorgt er bijvoorbeeld voor om een grote transparantie te verzekeren van zijn beslissingen naar de burger toe. Zo wenst het College, ook al zijn de zittingen van de Gemeenteraad de eerste die reeds live gestreamd werden uitgezonden, de Zaal van de Gemeenteraad uit te rusten met een moderne geluidsinstallatie, hetgeen niet enkel het verloop van de zittingen zal verbeteren maar tevens een meer kwalitatieve uitzending zal toelaten.

Daarnaast zal het college toezien op een snellere bekendmaking van zijn beslissingen (sneller online plaatsen van de verslagen van de Raad en, meer algemeen, van alle akten waar de burger van op de hoogte dient te zijn).

Het accent wordt tevens gelegd op de informering van de burger over de nieuwe gemeentelijke projecten : een promotionele video van het **Huis van Culturen en Sociale Samenhang**, dat momenteel wordt gebouwd, zal worden gerealiseerd teneinde de inwoners alle nuttige informatie te bezorgen die nodig is om zich de plaats en het project eigen te maken.

Een ander voorbeeld is het « **Premieloket** » waarvan de acties onder de aandacht zullen worden geplaatst en uitgebreid dankzij een aangepaste communicatie.

¹⁸ De Familietuin is gelegen op het binnenterrein van het huizenblok omgeven door de Warmoes-, de Molen-, de Grens- en de Philomènestraat. Deze tuin is bestemd voor de organisatie van tal van activiteiten en omvat aldus tal van technische installaties die moeten worden onderhouden.

Een werkelijk participatief burgerschap

Zoals benadrukt in de Algemene Beleidsnota van de legislatuur wil het College een werkelijk participatief burgerschap versterken.

Het College wil zich aanpassen aan de uitdagingen en middelen van de burgers en met hen een samenwerking aangaan die verankerd is in de realiteit. Hier toe zullen verschillende projecten worden gestart zoals het Platform participatieve democratie of « CitizenLab », de verbetering van de dienstverlening aan de burger via internet, de inrichting van oproepcentra (in geval van crisis bijvoorbeeld).

Tot slot wil het College in al zijn acties de bescherming van privé-gegevens vergroten waarvan de burgers hem de behandeling toevertrouwen.

Een geïntegreerd subsidiërsbeleid

Zowel voor de uitgaven als de ontvangsten, bevordert het College een geïntegreerd subsidiërsbeleid.

Wat de **uitgaven** betreft, is het de bedoeling om bepaalde vzw's of verenigingen, met name culturele, te steunen die diensten aanbieden aan de inwoners of activiteiten aanbieden die de Gemeente zelf niet kan verzekeren zoals de hulp aan gezinnen, de begeleiding van kwetsbare personen, de steun voor opleiding en tewerkstelling enz.

Wat de **inkomsten** betreft, gaat het erom externe steun en financieringen te zoeken en aan te brennen zoals subsidies en deze te laten bijdragen tot de realisatie van ambitieuze projecten zoals bijvoorbeeld de bouw van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang, de renovatie van de sportuitrustingen enz. De methode hier is om subsidies aan te vragen bij verschillende machtsniveau's teneinde de projecten te realiseren.

Hier voor doet het College een beroep op de bekwaamheden van het personeel, door de transversaliteit en de samenwerking te concentreren voor het nastreven van gemeenschappelijke doelstellingen.

Modernisering van de uitrusting & Virtualisatie

Rechtstreeks in aansluiting op voorgaande elementen, investeert het College van Burgemeester en Schepenen in de modernisering van de uitrusting van het gemeentebestuur en in de virtualisatie van de werkprocedures.

Hoewel de dematerialisatie van de informatie en documenten reeds een realiteit is binnen de verschillende departementen, zal de Gemeente een toepassing aankopen voor het elektronisch beheer van de documenten met het oog op hun systematische dematerialisatie.

De vergaderruimtes zullen worden gemoderniseerd ; er zullen interactieve borden worden geplaatst.

Naast de nodige vervangingen & technische onderhouden voor de werking op het vlak van informatica¹⁹, zal de vernieuwing van de IT-infrastructuur worden voortgezet²⁰.

Teneinde de beveiliging van bepaalde toepassingen te vergroten, zal de Gemeente tevens een informatica-server aankopen die specifiek zal dienen voor de toepassingen ontwikkeld door Civadis (toepassing van het departement Demografie, Personeelsbeheer, Boekhouding, Belastingen).

Tot slot zal het informaticanetwerk worden uitgebreid naar de sites buiten het centrale bestuur : de aankoop van het verbindingsmateriaal en de uitgaven met betrekking tot de verbindingen zullen worden verdeeld onder de departementen²¹

Een HR-beleid in lijn met de arbeidsmarkt

Invoeren van een interne aanwervingsstrategie – mobiliteit van het personeel - en extern aanwerven van nieuwe profielen & diversiteitsbeleid -

Het College van Burgemeester en Schepenen zet zijn dubbele aanwervingsstrategie verder, die er enerzijds in bestaat om de verschillende lonen voor belangrijke functies of specifieke beroepen²² redelijk aantrekkelijk te maken op de arbeidsmarkt, met name door de herziening van de geldelijke en administratieve statuten, en de (her-)opening van aangepaste graden zoals die van deskundige. Anderzijds gaat het erom bepaalde departementsverantwoordelijken alsook « middle management » functies aan te werven.

Interne aanwerving krijgt voorrang teneinde een verdiente en volledige loopbaanevolutie te bevorderen, bij gebreke van aanwezigheid van de vereiste bekwaamheden binnen het Bestuur wordt overgegaan tot externe aanwervingen.

We kunnen bijvoorbeeld reeds een teken vinden van deze aanpak in het ontwerp van reglement van werktijdverkorting, dat dit jaar in werking zal treden.

Het College heeft beslist om begin dit jaar het gemeentelijke organogram opnieuw te actualiseren en heeft de graad van DHR ingevoerd.

Het gemeentepersoneel vormt een rijk geheel van verschillende culturen, voornamelijk door de diversiteit van de Tennoedse bevolking, waar een groot gedeelte van de gemeenteambtenaren deel van uitmaakt, maar tevens door een strenge toepassing van het principe van non-discriminatie bij de externe aanwervingen.

19 Zie bijvoorbeeld de vervanging van de netwerkswitch van het gebouw aan de Sterrenkundelaan.

20 Zie de vervangingen van PC's in het centraal bestuur en in de buitendiensten, de aankoop / hernieuwing van bestandservers

21 Aankoop van verbindingsmateriaal voor de dienst Informatica – uitgaven met betrekking tot de verbindingen verzekerd door de dienst Openbare Werken.

22 Specifieke beroepen zoals bijvoorbeeld Netwerkbeheerder voor het departement informatica.

De subsidies toegekend in het kader van de **Ordonnantie ertoe strekkende een diversiteitsbeleid te bewerkstelligen**²³ hebben betrekking op ongeveer 35 medewerkers.

Er dient tevens te worden benadrukt dat de dienst Sociale Zaken en Gelijke Kansen momenteel samen met HRM en ondersteund door ACTIRIS werken aan de definitie en de invoering van een « **diversiteitsplan** », in navolging van het werk dat eveneens intern werd gerealiseerd met betrekking tot de mobiliteit van gemeentelijke ambtenaren afkomstig uit wijken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waar het werkloosheidspercentage van de bevolking gelijk is aan of hoger dan het gewestelijke gemiddelde²⁴.

Dezelfde departementen hebben deelgenomen aan het tot stand brengen van een betere integratie en aanvaarding van handicaps binnen het gemeentelijk personeel, door sessies van familiarisering en sensibilisering rond de vele handicaps waar men mee kan te maken krijgen in de professionele wereld, maar tevens door een opleiding verstrekt aan de departementsverantwoordelijken.

Naast handicaps, wordt in 2018 en 2019 tevens de aandacht gevestigd op de « genderdiversiteit » en de aanvaarding ervan. Er worden interne sensibiliseringscampagnes gevoerd door het departement Sociale Zaken en Gelijke Kansen.

Waarderen van de bestaande interne bekwaamheden – ontwikkelen van bekwaamheden door opleiding met een doelstelling van uitmuntendheid

Teneinde de dienstverlening aan de bevolking voortdurend te verzekeren en te verbeteren, brengt het College een stevig opleidingsbeleid tot stand, in drie hoofdrichtingen.

Eerst en vooral komt taalopleiding regelmatig naar voren en hiermee wordt voornamelijk verwezen naar het Nederlands, maar tevens naar het Engels en het Frans. Aangezien Sint-Joost-ten-Node één van de Brusselse gemeenten is waar we het grootste aantal verschillende nationaliteiten aantreffen, is het tevens de taak van de Gemeente om haar burgers een behoorlijk doeltreffende communicatie te verzekeren teneinde hun vragen te begrijpen en te behandelen.

Overigens worden de bekwaamheden gevormd op basis van interne en externe aanwervingen. De reorganisatie van de gemeentelijke diensten gebeurt noodzakelijkerwijs door een evaluatie van de aanwezige interne bekwaamheden binnen het Bestuur.

Zodra er een intern « overzicht van bekwaamheden » gerealiseerd is en het nieuwe organigram wordt goedgekeurd, zal er een herschikking van het gemeentepersoneel kunnen worden uitgevoerd en eventueel vervolledigd met externe aanwervingen voor bepaalde sleutelfuncties waarvoor bekwaam en ervaren personeel vereist i

In het algemeen kunnen we stellen dat de ambtenaren die dat wensen nu reeds tamelijk snel worden

23 Ordonnantie van 04.09.2008 ertoe strekkende een diversiteitsbeleid te bewerkstelligen in het Brussels ambtenapparaat (M.B., 19.09.2008), genaamd « Ordonnantie Madrane ».

24 Op basis van samengevoegde gegevens en volgens een wetenschappelijke methodologie.

overgeplaatst, nadat alle gebruikelijke voorzorgen zijn genomen²⁵.

Met het oog op uitmuntendheid zullen de personeelsleden door opleidingen tevens hun bekwaamheden kunnen actualiseren en ontwikkelen naargelang hun profiel.

We merken hierbij op dat de opleiding van de directeurs en verantwoordelijken van departementen die een ploeg beheren op drie niveau's plaatsvond in 2016. Hierin werd team management, conflictbeheer en het sturen van vergaderingen behandeld en deze materies werden onderricht in twee delen. Het tweede gedeelte had moeten worden gegeven voor de zomer van 2017 maar kon niet worden georganiseerd omwille van budgettaire disciplines: dit zal plaatsvinden in 2019 alsook een nieuwe sessie.

Versterken van de structuur van de administratie door een rationeel statutarisering beleid

De statutarisering van het contractueel personeel van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node volgt de normale weg van de noden van het Bestuur maar blijft problematisch. Ze wordt bewerkstelligd door de regelmatige en zorgvuldige organisatie van specifieke examens. De taalvoorraad voorafgaand aan de statutarisering blijven dezelfde en de bekwaamheden van het personeel zijn op dit vlak weinig geëvolueerd ondanks de aanmoedigingen van het Bestuur, dat zijn ambtenaren sedert 2016 toestaat om lessen Nederlands te volgen tijdens de werkuren in de Nederlandse Academie teneinde het «Selor» getuigschrift te behalen.

Afgezien daarvan zal het tot stand brengen van het nieuwe organogram en de elementen die hieruit voortvloeien, leiden tot een reeds examens in 2019, met lichte vertraging op het initiële programma. Deze examens zullen betrekking hebben op de functies van niveau A tot E, waarbij enkel graad B in aanmerking zal worden genomen voor de functie van « payroller ». Wij rekenen erop dat wij deze eerste golf van « verambtelijking » goed zullen kunnen afronden tegen eind 2019.

Toekenning van premies en actualisering van het werkgeversaandeel van de maaltijdcheques

Een verhoging van het werkgeversaandeel van de maaltijdcheques werd gerealiseerd in september 2018 (zo is het bedrag van 3,75€ naar 5,75€ gegaan), hetgeen de waarde van een maaltijdcheque op 7€ brengt voor de werknemer. Er zou een tweede verhoging moeten volgen van 1€ in de loop van 2019, in functie van de mogelijkheden geboden tijdens het dienstjaar.

Het College wil budget vrijmaken voor de dagelijkse levering van verse soep aan het personeel.

25 Afstemming van de bekwaamheden op de nieuwe functie, integratie in de nieuwe ploeg, bestaan van een vervanger waarvan de integratie in de ploeg eveneens realiseerbaar is enz.

Rationalisering & energie- efficiëntie

Het College zet zijn inspanningen verder voor de rationalisering van het energieverbruik, zowel in de gemeentelijke gebouwen als van de gemeentelijke vloot (wagenpark).

In dit domein richt het zijn acties op basis van verschillende pijlers.

De Gemeente heeft de **inkoopcentrale van energie** geïntegreerd die werd opgericht door Interfin (Sibelga), hetgeen een besparing van 25 % heeft mogelijk gemaakt op het geheel van haar energieverbruik. Hiermee realiseert ze tevens een onmiskenbare besparing door haar personeel niet meer te moeten laten instaan voor de opvolging van opdrachten van energie-aankoop;

In het kader van het **programma NR CLICK (Sibelga)** dat toelaat om studies te lanceren (audit of realisatie van uitvoeringsdossiers) en de uitvoering van werken op te volgen, heeft de Gemeente in 2018 twee belangrijke verouderde verwarmingsketels kunnen laten vervangen (ouder dan 2 jaar) door meer performante condensatieketels. Deze werken hebben het tevens mogelijk gemaakt om thermostatische kranen te vervangen door institutionele kranen en om de de hydraulische circuits van de conciërgewoning van de school Delclef, de Academie voor Schone Kunsten en het Jeugdhuis le Caveau te scheiden.

Dankzij ditzelfde programma, NR CLICK (Sibelga), gaat de Gemeente verder met de lancering en de actualisering van de energieaudits van alle gebouwen (scholen, crèches, sportzalen enz.) teneinde een objectieve werkbasis te hebben om de verschillende renovatiewerken van de enveloppe van de gebouwen te plannen (dakisolatie, vervanging van de ramen, van het distributie-, regulatie- en productiesysteem van energie enz.).

Dankzij het programma **SOLAR CLICK (Sibelga)** heeft de Gemeente in 2018 het dak van de gemeenteschool « Les Tournesols » uitgerust met fotovoltaïsche panelen. Deze voorziening zal het mogelijk maken om het energieverbruik van deze school aanzienlijk te verminderen. Het geproduceerde overschot zal opnieuw worden geïnjecteerd in het netwerk.

In het kader van het Driejaarlijks Investeringsplan – REG²⁶, werden in 2018 projecten van elektrische conformiteitstelling van de school Henri Frick en van het Guy Cudel Lyceum gesubsidieerd voor 100%. De uitvoeringswerken gaan van start in 2019;

De Gemeente zal verdergaan met investeren in de isolatie van daken van de gemeentelijke gebouwen om deze voorziening te kunnen uitbreiden en door te gaan met het verminderen van het energieverbruik (gas en elektriciteit).

Wat de **openbare verlichting** betreft, waarvan het beheer wordt verzekerd door SIBELGA, zet het College zich in om tendensen te stimuleren zoals bijvoorbeeld de installatie van nieuwe « led »- en « dimbare » verlichtingen op openbare pleinen en wegen, met mogelijkheid tot beheer op afstand.

²⁶ URE staat voor Rationeel Energiegebruik.

Tot slot, aangaande het **gemeentelijke wagenpark**, is de Gemeente Sint-Joost-ten-Node sedert 2015, in antwoord op het Besluit van « Voorbeeldgedrag » van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 15 mei 2014, van start gegaan met de geleidelijke vervanging van haar nutsvoertuigen (bestelwagens, voertuigen met 2 zitplaatsen voor bestuurders en werfopzichters, brigadiers enz.) door voertuigen met een kleinere ecologische voetafdruk : elektrische voertuigen, CNG en hybride. Vandaag rijdt bijna 37 % van de gemeentelijke vloot op elektriciteit of aardgas, hetgeen de gemeente Sint-Joost één van de meest performante gemeenten maakt ten opzichte van de doelstellingen van het Besluit, dat 20 % van de gemeentelijke vloot vervangt door “duurzame” voertuigen tegen 2025

Het College wenst op deze manier verder te gaan en het aantal voertuigen op benzine of diesel te verminderen.

Een gedeelde, schone & groene stedelijke omgeving

Teneinde de Tennodenaars een gezond leefkader te verzekeren, heeft het College de netheid van de openbare ruimten centraal geplaatst in haar doelstellingen tijdens de vorige legislatuur.

Nieuw netheidsplan

Het College zet zijn inspanningen verder waarmee het is gestart voor het gemeentelijk netheidsplan 2013-2017 en zal een nieuw plan opstellen voor de periode 2018-2024.

Naast de « klassieke » **afvalverwerking**, zal de Gemeente haar dienstenaanbod van ophaling van grofvuil aan huis (649 in 2018) behouden en zelfs uitbreiden alsook de aanvoermogelijkheden van afvalstoffen in het gemeentelijk containerpark (1400 ingeschreven in 2018). Hierbij merken we op dat Sint-Joost-ten-Node de enige Brusselse gemeente is die beschikt over een gemeentelijk containerpark.

De verhoging van het aantal openbare vuilnisbakken en hun vervanging wordt voorzien, met name voor de minder drukbezochte plaatsen ; de bestaande vuilnisbakken worden twee tot drie maal per dag geledigd.

Als « **wegbewaakster** », is het de taak van de Gemeente om de wegen in goede staat van netheid, veiligheid en gezondheid te houden : ze neemt dus de dagelijkse **reiniging** ervan ten laste alsook de kosten voor de reiniging van brandstoflekken uitgevoerd door de DBDMH.

Het aantal straatvegers werd naar boven herzien en aangepast aan de noden om een reiniging van de wegen te verzekeren van 6u30 tot 20u, 7d/7. Op die manier wordt het merendeel van de wegen (minstens) 2 maal per dag geveegd.

Om de strijd aan te gaan tegen onwellevendheden en de openbare ruimten schoon te houden, beoogt het College de installatie op de wegen en het dagelijks onderhoud van **urinoirs en/of openbare toiletten** door een gespecialiseerde firma.

Campagnes voor de reiniging van de straatkolken zullen één tot twee maal per jaar worden gerealiseerd, alsook campagnes rond de « grondige reiniging » van bepaalde straten in het kader van gerichte acties (Dag van de Netheid, ...).

De operaties van **rattenbestrijding** en **ontsmetting** op aanvraag van de inwoners of van de gemeentelijke diensten zullen worden voortgezet..

De vervanging van het **wagenpark** en van de **specifieke uitrusting** voor openbare netheid zullen worden voortgezet. De voertuigen en machines zullen genieten van onderhoudscontracten teneinde het behoud in voortdurende staat van werking ervan te verzekeren.

Onlangs werden **hondentoiletten** gerenoveerd, een toekomstige “vrije ruimte voor honden” zal worden ingericht. Al deze voorzieningen zullen regelmatig worden onderhouden.

Tot slot zal zoals ieder jaar het **strooien van zout** op de wegen 's nachts, in het weekend en op feestdagen worden verzekerd door een gespecialiseerde firma. Het strooien overdag daarentegen wordt verzekerd door de dienst Openbare netheid, die tevens zorgt voor de bestellingen en leveringen van zakken zout bij de verschillende gemeentelijke diensten en departementen (bestuur, onderwijs, prille jeugd, bibliotheken, preventie,...)..

Dienst Stadsmeubilair

Teneinde het zeer stedelijke leefkader van de inwoners te verbeteren, wenst het College de vergroening en de bebloeming uit te breiden op heel het gemeentelijk grondgebied. Hiertoe werd sedert 2017 een project geleid en vervolgens een **dienst voor « Stadsmeubilair »** opgericht, die tot doel heeft om het stadsmeubilair te ontwerpen, te verzamelen en te herstellen dat nodig is voor de vergroening, de bebloeming en de harmonisering van het stadsmeubilair (paaltjes, hekken, masten enz.) : er werd een ploeg samengesteld en een atelier aangekocht.

In 2019 zal deze dienst verder worden ontwikkeld : bijkomende ploegen zullen de bestaande versterken, er zullen voertuigen worden bij aangekocht en de machines en de uitrusting zullen worden onderhouden.

Het College wenst tevens zijn actie te oriënteren in het kader van zijn beleid van **terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen aan de inwoners** : hiertoe wordt de huur van parkeerplaatsen voorzien.

Investeren in de toekomst - Opvoeding & Onderwijs

In overeenstemming met de vorige legislatuur, zet het College van Burgemeester en Schepenen zijn beleidslijn verder inzake kinderopvang, opvoeding en onderwijs.

Wat de **crèches** betreft, heeft de Gemeente het aantal plaatsen van de vorige legislatuur verdubbeld : ze neemt nu de onderhoudskosten op zich van de bestaande crèches, zoals bijvoorbeeld de aankoop van beheersoftware voor de crèche « Joost-e-Fien », alsook de bijkomende kosten voor de nieuwe crèches zoals bijvoorbeeld de benodigdheden van de nieuwe Nederlandstalige crèche « Het Made-liefje » (die op volle capaciteit draait sedert januari 2019).

Op het vlak van onderwijs wordt de nadruk gelegd op de **kosteloosheid van de school en de buitenschoolse opvang** : dit is een ware krachtlijn van het College voor de drie volgende jaren.

Zo zal voor het Franstalig onderwijs de Gemeente de vermindering dekken van de ontvangsten met betrekking tot de tussenkomst van de ouders in de bewaking, de maaltijden en de lessen van de kinderen : dit beleid zal de gezinnen verlichten in hun financiële inspanningen voor het onderwijs van hun kinderen zonder in te boeten aan kwaliteit.

Vanaf 2020 zal een systeem van schoolcheques worden ingevoerd, en dit zowel voor het Franstalig als het Nederlandstalig onderwijs.

Er worden middelen vrijgemaakt voor sociale voordelen in het vrije onderwijs (wintersoep en opvang).

Zoals aangegeven in de algemene beleidsnota van de ambtsperiode, start de Gemeente met een Digitaliseringsplan van de gemeentescholen : logischerwijze maakt zij dus financiële middelen vrij om de scholen uit te rusten met informaticamateriaal, koopt zij software en zorgt voor het onderhoud van het multimediacplan (TBI enz.). Ze voorziet de school Sint-Joost-aan-Zee van performant didactisch materiaal zoals interactieve borden, waarvoor ze de software en het onderhoud verzekert.

Tevens wordt aan de noden van de leerkrachten tegemoet gekomen : zo worden de kosten voor de woon-werkverplaatsingen van het onderwijszend personeel (personeel neemt toe) ten laste genomen.

De kosten met betrekking tot de PWA-prestaties gaan in stijgende lijn, net zoals dit type personeel in onze scholen : de Gemeente neemt dit eveneens voor haar rekening.

Het College steunt kinderen en hun ouders door projecten en activiteiten te realiseren in het kader van de Vrije Tijdsopvang (OVT) en van de Brede School, door vakantiepleinen te organiseren en de lonen, huur en benodigdheden van het Gezondheidscentrum te dekken. De Gemeente neemt de kosten op zich die verband houden met deze activiteiten zoals bijvoorbeeld de huur van het gebouw voor buiten-schoolse opvang.

Tot slot, op institutioneel vlak, zowel aan Franstalige als aan Nederlandstalige kant (SJAZ), maakt de Gemeente, als Inrichtende macht, deel uit van de representatieve schoolinstellingen waarvoor de bijdragen eveneens verhogen.

Tevens dienen er diverse andere bijdragen te worden betaald, zoals die van de Vlaamse vereniging voor bibliotheken.

Fiscale ontvangsten – Beheer & transparantie

2019 – Een nieuwe legislatuur – Hernieuwde belastingreglementen

2019 is een belangrijk jaar voor wat betreft de gemeentelijke belastingen in Sint-Joost-ten-Node.

Immert, eenentwintig belastingreglementen hebben hun vervaldag bereikt eind 2018 en het doel was om deze minimaal te hernieuwen.

Fiscaliteit is een absoluut noodzakelijk financieel middel dat het College en de Gemeenteraad in handen hebben om een stevige financiële basis te bekomen, die hen zal toelaten om hun beleidsvoeringen zo rustig mogelijk te realiseren. Daarom hebben wij de samenstelling afgewacht van de nieuwe Gemeenteraad en van het nieuwe College van Burgemeester en Schepenen eind 2018 om onze voorstellen uit te brengen en het advies en de goedkeuring te vragen van deze instanties.

Het resultaat was de goedkeuring van eenentwintig belastingreglementen tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 17 december 2018.

Een strikte methode

1.1. Geharmoniseerde belastingreglementen met een verbeterde structuur

Bij de hernieuwing van de belastingreglementen eind 2018 was ons eerste doel de herziening van de reglementen in hun structurering : zo werden ze allemaal geharmoniseerd volgens een identieke structuur :

- I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt / Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag
- II. Taux / Aanslagvoet
- III. Contribuable / Belastingplichtige
- IV. Exonérations / Belastingvrijstellingen
- V. Déclaration / Aangifte
- VI. Recouvrement / Invordering

Met deze harmonisering worden verschillende doelstellingen nagestreefd :

- ⇒ Een doelstelling van striktheid in de belastingprocedure : de essentiële juridische bestanddelen van een belasting dienen te worden vermeld in alle reglementen ;
- ⇒ Een doelstelling van meer duidelijkheid voor de belastingplichtige ;

1.2. Verbeterde administratieve dossiers – Transparantie als basis van de beslissingen

Wij hebben tevens een belangrijke inspanning geleverd voor wat betreft de samenstelling van de administratieve dossiers van de belastingreglementen.

Immert, wij menen dat het absoluut noodzakelijk is om aan onze verkozenen de analyses te bezorgen die hen toelaten om beslissingen te nemen met volledige kennis van zaken.

Zo heeft ieder reglement het voorwerp uitgemaakt van :

- ⇒ Een financiële analyse inzake het rendement van de belasting over 5 jaar, met inbegrip van de budgetten, de definitieve vastgestelde rechten alsook de werkelijk geïnde bedragen ;
- ⇒ Een « benchmarking » met andere Brusselse gemeenten, hetzij grenzend aan de onze, hetzij vergelijkbaar qua grootte of soort beheer, hetzij volledig verschillend. De gemeenten gekozen voor deze « benchmarking » zijn : Brussel-Stad, Schaarbeek, Sint-Gillis, Koekelberg, Evere en Etterbeek.
- ⇒ Een transparante en nauwkeurige analyse. Alle voorgestelde wijzigingen werden geaccentueerd en verantwoord door meer bepaald de volgende elementen te vermelden :
 - het huidige geldende belastingreglement,
 - de voorgestelde wijzigingen (op het vlak van inhoud en/of tarieven) met hun verantwoording
 - en tot slot de gewijzigde eindtekst met de wijzigingen benadrukt om de transparantie van de beslissingen te verbeteren ;
- ⇒ Gemotiveerde voorstellen met betrekking tot de hernieuwingsduur en de voorstellen tot herziening van bepaalde belastingen op korte of middellange termijn.

Hernieuwde en/of gewijzigde belastingreglementen – geldigheidsduur

Hieronder vindt u de hernieuwde en zelfs gewijzigde belastingen eind 2018 met inwerkingtreding op 1 januari 2019. Ze staan gerangschikt per nummer van begrotingsartikel.

<i>Be-grotingsart.</i>	<i>Titel</i>	<i>Aanvullende informatie</i>
0400/363-07	Belasting inzake openbare netheid	Hernieuwing voor 3 jaar -2019-2021-. Zonder wijziging maar hergestructureerd. Voorstel tot herziening in 2019 of 2020 met nieuwe Scheppen omwille van het lage rendement van de belasting en moeilijkheden ervaren bij de toepassing ervan.
0400/364-16	Belasting op de agentschappen van weddenschap op paardenwedrennen	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Zonder wijziging maar geherstructureerd.
0400/364-17	Belasting op de nachtwinkel	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Zonder wijziging maar geherstructureerd.
0400/364-18	Belasting op de privé-clubs	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Zonder wijziging maar geherstructureerd. Voorstel tot eventuele schrapping in functie van de evolutie van het belastbare feit van de belasting in de loop van de hernieuwingsperiode.

0400/364-22	Belasting op de verlichte uit-hangborden en lichtreclame-s	Hernieuwing voor 2 jaar -2019-2020-. Met wijziging : geherstructureerd Herbepaling van de belastinggrondslag : schrapping van een categorie van belast uithangbord : uithangborden die « op een gegeven plaats de handelszaak, industrie of activiteit die er wordt uitgeoefend aankondigen ». Door middel van deze wijziging is één van de doelstellingen van het College en van de Raad om de « kleine handelaars » te ondersteunen in hun economische activiteit. Jaarlijkse verhoging van het percentage met 2,5%. Voorstel tot herziening eind 2020 in een geheel « aanplakking en reclame » met belasting « Panelen » en « Span-doeken ».
0400/364-23	Belasting op de aanplakbor-den en de publiciteitsonder-stellen zichtbaar vanaf de openbare weg	Hernieuwing voor 2 jaar -2019-2020-. Zonder wijziging maar geherstructureerd. Jaarlijkse verhoging van het percentage met 2,5%. Voorstel tot herziening eind 2020 in een geheel « aanplakking en reclame » met belasting « Panelen » en « Span-doeken ».
0400/364-24	Belasting op de bedeling aan huis van publiciteitsbla-den en –kaarten alsook van catalogussen en kranten welke publiciteit met han-delsoogmerk bevatten	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Met wijziging : verhoging van het onveranderde percen-tage sedert 2011 -> verhoging met 2,5%/jaar sedert 2011 ; vanaf 2019, jaarlijkse verhoging met 2,5%.
0400/364-32	Belasting op de banken en financiële instellingen	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Met wijziging : geherstructureerd en herformulering van bepaalde artikelen (art. 1, 2, 4). Jaarlijkse verhoging van het percentage met 2,5%.
0400/364-37	Belasting op het ter beschik-king stellen van telecommuni-catie-apparatuur	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Zonder wijziging maar geherstructureerd.
0400/364-48	Belasting op het plaatsen van spandoeken of gelijkaardige inrichtingen	Hernieuwing voor 2 jaar -2019-2020-. Zonder wijziging maar geherstructureerd. Voorstel tot herziening eind 2020 in een geheel « aanplakking en reclame » met belasting « Panelen » en « Uithangborden ».
0400/364-48	Belasting op de dancings en gelijkgestelde etablissem-en-ten	Hernieuwing voor 2 jaar -2019-2020-. Zonder wijziging maar geherstructureerd. Voorstel tot eventuele schrapping in functie van de evolutie van het belastbare feit van de belasting in de loop van de hernieuwingsperiode.
0400/366-01	Belasting op het gebruik van het openbaar domein ter gelegenheid van markten	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Zonder wijziging maar geherstructureerd.

0400/366-48	Belasting op het plaatsen van materialen op de openbare weg	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Met wijziging : verhoging van het percentage & jaarlijkse toename van 2,5% - toevoegingen aan de inleidende overwegingen. Herformulering / precisering van bepaalde artikelen (art. 3, 4, 7, 8).
0400/367-02	Belasting op het herbouwen, wijzigingen en veranderingen aangebracht aan gebouwen	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Zonder enige wijziging.
0400/367-10	Belasting op zendantennes, pylonen en andere telecomcommunicatietoestellen	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Zonder wijziging maar geherstructureerd.
0400/367-13	Belasting op de tweede verblijfplaatsen	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Met wijziging : verhoging van het onveranderde percentage sedert 2002 -> verhoging van het percentage met 2,5%/jaar sedert 2014 ; vanaf 2019, jaarlijkse verhoging met 2,5%.
0400/367-19	Belasting op de kantooroppervlakten	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Met wijzigingen : toevoegingen aan de overwegingen - parallelle verhoging van de twee percentages (<250m ² en >250m ²) ongewijzigd sedert 2015 & jaarlijkse toename met 2,5% gedurende de geldigheidsperiode. Voor alle oppervlakten : invoering van een belastingaftrek voor de 40 eerste m ² kantoor-oppervlakte die niet zullen worden belast voor alle belastingbetalers : deze bepaling laat toe om één van de doelstellingen van het College te bereiken, namelijk een grotere rechtvaardigheid in de verdeling van de fiscale last tussen « grote kantooroppervlakten » (>250m ²) en « kleine kantooroppervlakten » (<250m ²). Enkele aanpassingen in bepaalde artikelen om de coherentie en het evenwicht van het gehele BR te verhogen (Art. 4, 6) .
0400/371-01	Gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing	Jaarlijkse hernieuwing – aantal geheven centiemen ongewijzigd : 2.980 centiemen.
0400/372-01	Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting	Jaarlijkse hernieuwing – Onveranderd percentage : 6,5%.
0400/374-01	Opcentiemen op de belasting op toeristische logies	Jaarlijkse hernieuwing - aantal geheven centiemen ongewijzigd : 4.384 centiemen (zie contract "economische ontwikkeling").
0401/364-48	Belasting op automatische apparaten van bank-en andere financiële instellingen	Hernieuwing voor 5 jaar -2019-2023-. Met wijziging : geherstructureerd en herformulering van bepaalde artikelen (art. 1, 2, 5). Jaarlijkse verhoging van het percentage met 2,5%.

Geschrapte belastingen

Hieronder vindt u de lijst met de 5 belastingen die wij schrappen – en uiteraard eveneens het bijhorende belastingreglement- vanaf het fiscale dienstjaar 2019.

Deze schrappingen worden doorgevoerd hetzij omwille van de verdwijning van het belastbare feit van de belasting op het gemeentelijk grondgebied, hetzij omwille van de wens van het College en van de Raad om de « kleine handelaars » te steunen in hun economische activiteit.

<i>Be-grotingsart.</i>	<i>Titel</i>	<i>Aanvullende informatie</i>
0400/364-02	Belasting op de drankslijterijen met diensters (dieners), barmeiden (mannen), danseressen (dancers), op de tabakswinkels, enz.	Schrapping van de belasting en van het Reglement vanaf 2019. Verdwijning van het belastbare feit van de belasting.
0400/365-48	Belasting op de lokalen waar peep-shows georganiseerd worden	Schrapping van de belasting en van het Reglement vanaf 2019. Verdwijning van het belastbare feit van de belasting.
0400/366-06	Belastingreglement op het plaatsen van tafels, stoelen en banken op de voetpaden op de openbare weg en op plaatsen toegankelijk voor het publiek; wijzigingen en hernieuwing van het reglement.	Schrapping van de belasting en van het Reglement vanaf 2019.
0400/366-12	Belasting op het plaatsen van weegtoestellen, automatische apparaten en brandstofdistributieapparaten op de openbare weg	Schrapping van de belasting en van het Reglement vanaf 2019. Verdwijning van het belastbare feit van de belasting.
0400/366-12	Belasting op het plaatsen van weegtoestellen, automatische apparaten en brandstofdistributieapparaten op de openbare weg	Schrapping van de belasting en van het Reglement vanaf 2019. Verdwijning van het belastbare feit van de belasting.
0401/366-48	Belasting op het plaatsen van goederen, glazen uitstalstellen, panelen, automatische apparaten enz. op de voetpaden, op de openbare weg en op plaatsen toegankelijk voor het publiek	Schrapping van de belasting en van het Reglement vanaf 2019.

Te hernieuwen belastingreglementen in 2020 of 2021

Hieronder de twee belastingreglementen die te hernieuwen zullen zijn in 2020 en 2021.

<i>Begrotingsart.</i>	<i>Titel</i>	<i>Aanvullende informatie</i>
0400/367-48	Belasting op het niet ter beschikking stellen van parkeerplaatsen buiten de openbare weg behorend aan economische bedrijven buiten de kantooruren	Geldig tot eind 2021. Te hernieuwen voor het belastingjaar 2022.